



Conseil de sécurité

Distr. générale
11 octobre 2012
Français
Original : anglais

Lettre datée du 11 octobre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suite à ma lettre datée du 2 octobre 2012 concernant la déclaration hostile publiée par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), qui menaçait implicitement la mise en œuvre de l'Accord de sécurité conclu entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement Sud-soudanais, je suis au regret, une fois encore, de vous informer, et à travers vous les membres du Conseil, que le 8 octobre 2012, le SPLM-N a soumis à un bombardement intensif d'obus de mortier la ville de Kadugli, capitale du Kordofan méridional. Ces attaques ont coïncidé avec l'ouverture de la session du Forum consultatif de Kadugli sur les questions de la paix à laquelle participaient plus de 15 partis politiques soudanais.

Ces tirs acharnés du SPLM-N ont causé la mort de 7 civils innocents et fait 22 blessés. Les personnes dont les noms suivent ont péri lors de ces attaques :

1. Kura Hassan Saeed;
2. Aisha Ibrahim Khairalla;
3. Thorayah El-Kidir Makki Tutu;
4. Nusaibah Awadalla (étudiante);
5. Mohamed Yousif (bébé de 7 mois);
6. Manazil Matir (enfant);
7. Hussein Kuku (enfant).

Si j'attire votre attention sur ces actes graves, c'est pour rappeler que le SPLM-N s'efforce sans cesse de saper tous les accords signés par les Gouvernements soudanais et sud-soudanais. Il ne fait aucun doute que les attaques odieuses menées par le SPLM-N contre Kadugli et contre les bureaux de l'UNICEF visent à compliquer et empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations du Kordofan méridional dans le besoin, ce qui aggravera la situation humanitaire.

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration des partenaires tripartites sur la mise en œuvre de l'initiative humanitaire tripartite montrant que le SPLM-N ne s'est pas encore exprimé sur le début de l'acheminement de l'aide humanitaire. Cette déclaration apporte une preuve supplémentaire que le SPLM-N veut compliquer et entraver la mise en œuvre de l'initiative tripartite. Nous appelons



instamment le Conseil de sécurité à tenir le SPLM-N responsable de ces violations inadmissibles de la résolution 2046 (2012) du Conseil de sécurité et à prendre les mesures nécessaires à cet égard.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Daffa-Alla Elhag Ali **Osman**

**Annexe à la lettre datée du 11 octobre 2012 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Soudan auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Déclaration sur la mise en œuvre de l'initiative tripartite

Les partenaires de l'initiative tripartite et le Gouvernement soudanais ont tenu une série de réunions aux niveaux du Comité de coordination et du Comité technique afin de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du mémorandum d'accord signé entre les deux parties le 5 août 2012.

Lors de ces réunions, les participants ont conclu, faisant droit à la demande du Gouvernement soudanais, que les partenaires tripartites prépareraient un plan d'action portant sur l'évaluation des besoins et la distribution de l'aide humanitaire aux civils affectés par la guerre dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Ce plan, qui a été communiqué au Gouvernement le 8 octobre 2012, repose sur des données et des informations communiquées par le Gouvernement soudanais.

Le plan d'action prévoit qu'après réception des observations finales du Gouvernement à son sujet, les partenaires tripartites le mettent immédiatement en œuvre, dans les limites du cadre défini en coordination et en consultation avec le Gouvernement soudanais.

En outre, dans le cadre du mémorandum d'accord signé le 4 août 2012 par les partenaires tripartites et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), les partenaires tripartites ont pris contact simultanément avec ce dernier afin de l'informer des conclusions qui avaient été dégagées et de recueillir son avis à cet égard.

Concrètement, les partenaires tripartites se sont efforcés pendant une dizaine de jours, en utilisant différents moyens de communication à leur disposition, d'obtenir le point de vue et les observations du SPLM-N.

Les partenaires tripartites espèrent recevoir la réponse du SPLM-N leur indiquant son point de vue et ses observations dans les meilleurs délais. Compte tenu de la situation humanitaire des civils touchés par la guerre dans les deux États, qui ne peut souffrir aucun retard, la solution consistant à mettre en œuvre le plan d'action sans plus attendre dans les endroits où le Gouvernement a confirmé qu'il était en mesure d'assurer la sécurité des équipes de distribution et d'évaluation s'impose d'elle-même. Il reste toujours à garantir la sécurité des équipes qui opéreront dans les zones contrôlées par le SPLM-N, une fois que le point de vue et les observations de ce dernier auront été reçus.

La mise en œuvre du plan d'évaluation et de distribution exige que les deux parties s'engagent à respecter le cessez-le-feu et à mettre fin aux hostilités, comme le prévoient les deux mémorandums d'accord. Cette exigence dictée par la situation humanitaire dans les deux États consoliderait les résultats positifs obtenus à Addis-Abeba le 27 septembre 2012, lors du dernier cycle de négociations entre le Soudan et le Soudan du Sud. Les textes constructifs issus de ces négociations ont encouragé les partenaires à appeler et à engager instamment les deux parties à prendre une décision utile.

Malheureusement, le bombardement de Kadugli, le 8 octobre 2012, dont des informations ont fait état et qui a notamment provoqué la chute d'un obus de mortier dans un complexe occupé par les Nations Unies, pourrait compromettre la possibilité de mettre en œuvre l'initiative tripartite sur le terrain avec la rapidité voulue.
